



4^{ème} forum citoyen sur les rapports éducation et territoires

**Rapports entre l'école et son environnement :
freins et leviers pour la mise en œuvre de projets éducatifs
inscrits dans des projets de territoire.**

Mardi 29 janvier 2008 à Eymoutiers (87)

Parce qu'ils sont soumis depuis 40 ans à des politiques de regroupements et de fermetures de classes, des territoires ruraux s'organisent pour offrir une éducation de qualité aux enfants de leurs villages. Ils peuvent être des terrains d'expérimentation pédagogique innovants et riches. Les classes uniques et les classes multi-âges en sont des exemples concrets avec des résultats scolaires supérieurs aux moyennes nationales, comme le confirment plusieurs études. Pourtant, elles doivent sans cesse justifier leur existence afin de ne pas disparaître pour des raisons de rationalisation et de coûts... Qu'en est-il aujourd'hui ? Comment mobiliser la population sur les pressions qui s'exercent sur les écoles publiques de proximité ? Voici quelques-unes des questions abordées durant la [soirée d'échanges organisée par le Collectif pour la promotion et la défense de l'école publique de proximité le 29 janvier 2008 à Eymoutiers.](#)

Les intervenants

- **Daniel Perducat**, maire d'Eymoutiers
- **Christian Fournier**, vice-président du Collectif pour la promotion et la défense de l'école publique de proximité et maire de Saint-Martin Valmeroux (Cantal)
- **Vanik Berberian**, maire de Gargilesse et président de l'AMRF de l'Indre (Association des maires ruraux de France)
- **Pierre Couderc**, maître-formateur à l'IUFM de Grenoble-site de Privas, membre de l'équipe de recherche de l'OER (Observatoire de l'Ecole Rurale)
- **Ludovic Marchand**, enseignant à La Puye (Réseau Pédagogique Vienne-Gartempe), président des CRESPC (Centres de recherche sur les petites structures et la communication)
- **Karine Bonjour**, parent d'élèves de l'école de Borée en Ardèche et Véronique Singevin, ancien parent d'élève de la classe unique de Saint-Jean Beauregard (Essonne) (témoignages filmés)
- **Jean-Yves Pineau**, directeur du Collectif Ville-Campagne

Modératrice: Maryline Trassard, Journaliste

Synthèse : Lucile Vilboux, Journaliste à L'Acteur rural-Village Magazine

Ce forum est relayé sur le site de l'ADELS et de la revue Territoires. (Association pour la démocratie et l'éducation sociale et locale, <http://www.adels.org>)

« Nous sommes scandalisés par l'obligation qui est faite aux communes de

financer l'école privée, par les suppressions massives de postes d'enseignants, par celle annoncée de la carte scolaire et par la déclaration du Président Sarkozy(1) à propos du rôle des instituteurs. L'école de la République est vraiment en danger, il est nécessaire de se mobiliser ». [Daniel Perducat, maire d'Eymoutiers](#) dans la Haute-Vienne, où se déroulait la rencontre, doit se battre chaque jour pour défendre son école (voir encadré) et ne mâche pas ses mots quand il évoque l'avenir de l'éducation. C'est pourquoi, il s'est félicité du débat organisé sur sa commune et espère une mobilisation de la population rurale.

L'objectif de cette soirée est de rappeler l'importance de l'école pour les territoires ruraux et les évolutions qui la menacent : financement de l'école privée (application de l'article 89 de la loi de décentralisation du 13 août 2004 (2)), fermetures et regroupements d'écoles (renforcés par les articles 86 et 87 de la même Loi et par d'autres dispositifs tels que les établissements publics d'enseignement primaire, EPEP, la suppression de l'étude d'impact des fermetures, etc) sans réelles évaluations quant aux conséquences sur les enfants, sur l'aménagement du territoire et sur la dépense publique globale... L'article 89 oblige notamment les communes, même si elles ont une école, à financer les écoles privées hors commune, si des habitants choisissent d'y mettre leurs enfants. « Nous souhaitons débattre sur les évolutions de ces 40 dernières années, car il y a urgence, estime Christian Fournier, vice-président du Collectif pour la promotion et la

défense de l'école publique de proximité et maire de Saint-Martin Valmeroux dans le Cantal, Nous sommes frappés par le manque de réaction de la population face à des menaces vis à vis de l'école, plus sérieuses que celles qui, par le passé, faisaient descendre les gens dans la rue. » (11 millions de signatures en 1960 contre la Loi Debré; 1 million de manifestants en 1994 contre la révision de la Loi Falloux). D'où proviendrait cette apathie ? Selon lui, la population est submergée par une masse d'informations qui empêche de repérer l'essentiel. « Une information chasse l'autre. Il n'y a plus le temps de la réflexion. Les gens ont l'impression qu'ils ne peuvent rien faire. Ils ne se rendent pas compte de ce qui évolue, en matière de laïcité notamment. » Comme Daniel Perducat, il espère lui aussi une mobilisation prochaine.

L'école d'Eymoutiers : une bataille de chaque jour...

Eymoutiers, ville hôte du forum, a vécu, comme nombre de communes rurales, une forte baisse de son effectif scolaire depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. A l'époque, les enfants avaient le choix entre 4 écoles. Aujourd'hui, sur le canton, qui compte douze communes et 6000 habitants, subsistent quatre points d'éducation : un regroupement pédagogique et trois écoles dont une à Eymoutiers. Cette dernière se compose de trois classes maternelles (75 élèves) et de cinq classes primaires (111 élèves). Les enfants peuvent ensuite poursuivre leurs études au collège de la commune

qui compte 200 élèves. La municipalité est particulièrement sensible à la vie de son école et soutient de nombreuses actions : gratuité des fournitures scolaires (y compris au collège, même si elle n'en a pas la compétence), de la garderie et des transports, équipement informatique et liaison Internet, participation importante aux classes de découverte et à l'opération « l'école au cinéma », aide aux projets culturels et sportifs, éducation musicale... Malgré tous ces efforts, la situation de l'école est fragile et fréquemment remise en cause par l'Académie. Daniel Perducat, maire de la commune, le regrette et refuse cette logique de fermetures. « Nous ne comptons pas les actions que nous avons menées ces dernières années pour faire face aux menaces de fermetures régulièrement présentées. Nous avons par exemple symboliquement fermé l'école. » Il s'inquiète de la situation des écoles « de la République », mais aussi, plus largement des services publics en milieu rural.

Meilleurs résultats et moins de redoublements dans les classes uniques rurales

Pourquoi l'école rurale, (et notamment les classes uniques et/ou multi-âges), est-elle menacée ? Au delà du nombre d'élèves et des raisons budgétaires, afficheraient-elles de plus mauvais résultats que les écoles des chefs-lieux de canton ou des villes ?

Les études présentées par Pierre Couderc, maître-formateur à l'IUFM de Grenoble et membre de l'Observatoire de l'Ecole Rurale (OER) (3) prouvent le contraire. L'observatoire (4) a suivi 2500 élèves de la classe de CM2 (à partir de 1999 et tous en classes multi-âges) à la Terminale. Ils habitent en territoire rural et/ou montagnard de six départements (Ain, Alpes de Haute-Provence, Ardèche, Drôme, Haute-Loire et Haute-Saône) et ont été interrogés sur leurs études, l'orientation choisie, leur attitude vis à vis de leur milieu de vie, la pratique des loisirs, l'usage des technologies de l'information et de la communication (NTIC)... Ce travail de fourmi représente plus de 12000 questionnaires et 1,2 million de questions à traiter. Il en ressort d'étonnantes observations et notamment que le degré d'isolement d'une école influe fortement sur les résultats.

Plus un territoire est isolé, plus les acteurs de l'école doivent innover, se mettre en réseau avec d'autres établissements scolaires. Les études démontrent que ces classes ont des résultats scolaires plutôt meilleurs que

les autres écoles, avec des taux de redoublement plus faibles. En France, ce dernier se situe autour d'une moyenne de 19 %. Dans les ZEP, il est de 32 %, en zone de montagne, il chute à 16 %.

Les élèves des écoles rurales se distinguent par de bons résultats dans des matières importantes comme le français et les mathématiques. Une fois au collège, et malgré la rupture avec le fonctionnement d'une petite école rurale (un seul professeur, classes à petits effectifs, proximité du lieu de vie...), les élèves maintiennent leur avance sur les autres jeunes. « Certes les bons résultats s'érodent aussi pour les élèves issus des classes rurales, mais pas plus que les autres, explique Pierre Couderc. Ils conservent en outre leur avance durant tout le collège. » Entre la 6e et la 3e, 95 % des jeunes montagnards ont passé toutes les classes sans redoubler, alors que la moyenne nationale est de 80 %.

Quel est le secret des écoles rurales ?

Il semblerait que toutes les actions mises en œuvre pour rompre l'isolement géographique crée une ouverture, un état d'esprit d'échange et de curiosité parmi les enfants propice à un meilleur apprentissage. Un participant le traduisait ainsi : « Les résistances ne stimulent-elles pas le génie ? » Les enfants sortent souvent de la salle de classe, sont amenés à expérimenter, à travailler en réseau avec d'autres élèves. Dans les classes multi-âges, les plus grands apprennent à transmettre aux plus petits via des systèmes de tutorat, et donc testent leur propre savoir. Les élèves sont en outre moins nombreux, ce qui facilite le suivi de l'apprentissage par chacun d'entre eux. « Sur le plan pédagogique, les écoles uniques ou à plusieurs niveaux, travaillent beaucoup sur l'autonomie des élèves à tous les niveaux : comportemental, apprentissage... L'enseignant se situe en accompagnateur et suit l'enfant de l'âge de 3 ans à 11 ans. Cet accompagnement rend les élèves plus autonomes, une qualité qui facilite ensuite leur adaptation au collège », commente Pierre Couderc.

Les jeunes s'orientent vers des études plutôt courtes

Que deviennent ensuite les collégiens ? L'étude révèle que l'avance accumulée durant toutes ces années, ne les dirige pas vers des études longues. **Très attachés à leur territoire, ils choisissent des filières qui leur permettent d'y vivre.** Pierre Couderc explique les raisons de ces choix par l'absence d'universités de proximité et leur refus de « couper le cordon » avec le territoire et les parents.

Ce constat l'amène à se poser deux questions : **leur orientation est-elle réellement libre ou finalement contrainte à cause de l'éloignement géographique des lieux de formation ?** Le départ précoce des études de ces jeunes ne va-t-il pas à l'avenir les gêner pour évoluer professionnellement ?

Ces deux questions ont suscité de vives réactions parmi les participants : « Faire des études, ce n'est pas la panacée, ce n'est pas la seule manière de s'en sortir. Ce qui est important, c'est que les enfants fassent ce qui leur ressemble. » « Peut-être les enfants de ces classes sont-ils plus pragmatiques, plus lucides vis à vis des études longues, que d'autres jeunes choisissent souvent pour la frime que par réelle envie. » Mêmes réactions du côté des Internauts, qui pouvaient suivre la rencontre en direct : « Ils réussiront certainement mieux et seront plus épanouis avec un métier qui leur plaît et qui n'engendre pas de stress. » « L'éloignement peut bien se vivre, c'est aux parents de guider leur enfant et de lui donner les moyens de son avenir. » Pierre Couderc pense qu'il est surtout important que les enfants suivent un processus d'orientation qui leur laisse un libre choix.

Des classes multi-âges qui respectent le rythme de l'enfant

Qu'apportent en réalité les classes multi-âges ? Ludovic Marchand, enseignant à la Puye (86) dans une classe unique en milieu rural, impliquée dans le réseau pédagogique Vienne-Gartempe, témoigne. Selon lui, le faible effectif des classes rurales favorise la construction d'identité des enfants et réduit la violence. **L'enseignement n'est plus linéaire, découpé en années successives où chaque enfant doit avoir tels acquis à la fin de telle classe.** Avec lui, chaque élève avance à son rythme. « Certains pensent que l'apprentissage peut être linéaire, que tous les enfants en seraient au même niveau au même âge. Si on compare l'école avec l'apprentissage de la marche et de la parole, on se rend compte que l'enfant progresse en fonction de son environnement, en prenant exemple sur les plus grands. C'est ce qui se passe dans les classes multi-âges. Les petits regardent les grands lire, écrire, expérimenter, communiquer. Ils essaient de faire comme eux. Ils baignent dans un milieu où on lit et on écrit déjà. Ils se construisent ainsi avec sérénité et motivation. Les compétences des grands sont réinvesties pour accompagner les plus jeunes. Des interactions riches se

vivent entre les enfants de 3 à 11 ans et entre enfants et adultes. » Chaque enfant est valorisé et développe une estime et une confiance en lui. Les interactions sont multiples et variées, favorisant ainsi le réinvestissement des compétences des enfants et la prolongation des apprentissages. Le groupe se renouvelle petit à petit, permettant à chacun de se construire progressivement. « Je ne suis pas dans une classe usine. Bien sûr je dois suivre les instructions officielles mais je ne force pas les enfants à entrer dans un moule. **Mon rôle est de stimuler les interactions et d'enrichir le bouillonnement de la classe.** »

Ludovic Marchand souligne une autre différence notable avec des établissements scolaires plus importants et les RPI : [l'école du village est intégrée dans son environnement](#). Les enfants ne sont pas déposés par le bus mais par les parents, ce qui favorise un dialogue quotidien entre ces derniers et les enseignants. Il remarque des situations qu'il qualifie d'« étranges » : des écoles d'un RPI qui n'accueillent aucun enfant de la commune où elles se situent. A l'école de la Puye, les parents peuvent entrer dans la classe, voir les réalisations de leurs enfants, discuter et échanger avec l'enseignant. Il n'est cependant pas toujours simple de communiquer sur les intérêts de l'école multi-âges. Récemment, une maman a retiré son enfant de la classe de Ludovic Marchand. Elle était trop stressée, non pas par les méthodes pédagogiques de l'enseignant, mais parce qu'elle craignait que son enfant progresse moins vite par rapport à une classe d'une seule tranche d'âge. La réaction de cette maman questionne fortement Ludovic Marchand sur l'arrivée des nouveaux habitants et notamment des urbains. Ces derniers ont une vision de l'école différente de celles d'habitants issus du monde rural qui connaissent souvent, pour l'avoir vécu, les aspects positifs des classes uniques.

« Le fait d'habiter en milieu rural n'est pas une punition »

Les Internauts défenseurs de la classe multi-âges n'ont pas manqué non plus d'arguments « C'est l'école à classes multi-âges qu'il faut promouvoir et celle-ci peut se décliner en ville comme en campagne... Il se trouve que par la logique démographique, elle se trouve majoritairement dans le milieu rural. Mais le débat est d'abord pédagogique avant d'être géographique. »

« Quand on est jardinier, est-ce qu'on tire les poireaux pour qu'ils poussent plus vite? Non, on leur donne de quoi pousser, on enrichit le milieu... Le vivant

(dont nous sommes) ne peut pas fonctionner autrement me semble-t-il. »

« On pense que la classe multi-âges n'est pas une double peine mais plutôt une chance... »

« Dans une classe multi-âge, le maître n'a plus la position frontale, il n'est plus sur le dos des enfants : il ne peut pas ! L'enfant n'est donc pas soumis aux mêmes tensions relationnelles », (voir aussi l'encadré *Les petites phrases des Internauts à la fin de ce document*). Selon Ludovic Marchand, la communication autour des atouts de l'école rurale multi-âges doit être renforcée. « Le fait d'habiter en milieu rural n'est pas une punition, si des partenariats et des réseaux d'écoles se créent pour rompre l'isolement et permettre des échanges ». Autre atout de la classe unique, comme en témoignait une maman lors d'une émission des Maternelles de la Cinq (voir encadré ci-dessous) : les enfants et les parents n'appréhendent plus les rentrées car ils connaissent déjà l'environnement, les autres enfants et l'enseignant.

Des parents témoignent...

Extraits de l'émission *Les Maternelles*, diffusée sur la Cinq en janvier 2006, consacrée à l'école rurale

Comment éviter une demi-heure de route matin et soir (et plus en plein hiver) aux tout-petits ? Est-ce possible pour des parents d'agir pour conserver, voire, rouvrir une école ? Diffusé dans l'émission *Les Maternelles* sur la Cinq en janvier 2006, le témoignage d'un maman d'élève, Karine Bonjour, de la commune de Borée, située sur le haut plateau ardéchois, révèle que rien n'est inéluctable pour les persévérants. Fermée depuis 17 ans, l'école a rouvert en 2002 grâce à l'action des parents et de la municipalité. Les plus proches écoles étaient situées à plus de 20 km dans la vallée, beaucoup trop loin pour Karine Bonjour. Rapidement, des parents et le maire rassemblent plus de 10 enfants pour rouvrir l'école, mais l'Inspection Académique refuse dans un premier temps la création d'un poste. Lors de la rentrée 2001, ils ouvrent une « classe sauvage » qui dure trois semaines, tenue par les parents puis une institutrice à la retraite. Le tapage médiatique et la détermination citoyenne sont tels que l'inspection devra s'incliner, d'autant plus que le Ministère leur apportait un poste. Celui-ci ne sera toutefois mis à disposition de l'école par les autorités académiques qu'à la rentrée suivante, en 2002. La classe multi-âges ouvre donc ses portes à la rentrée 2002. Depuis cette

date, de nouvelles familles se sont installées à Borée, une vraie renaissance ! Néanmoins, rien n'est acquis, chaque mois de décembre, il faut pouvoir donner l'effectif de la rentrée suivante, avec toujours la menace de fermeture s'il s'avère insuffisant...

Véronique Singevin, habitant Bures-sur-Yvette (91), témoigne quant à elle de son choix pédagogique de la classe multi-âge où elle a volontairement inscrit son enfant. « Des parents craignent que les grands soient ralentis par les plus petits, mais en fait il n'en est rien, chacun avance à son rythme », dit-elle, dénonçant certaines idées fausses.

« Il faut que chacun sorte de sa chapelle »

Chiffres et témoignages s'accordent pour montrer les bienfaits des écoles multi-âges et à petits effectifs. Seulement, ce n'est pas suffisant pour les Inspecteurs d'académie qui, selon Vanick Berberian, maire de Gargillesse dans l'Indre et président de l'Association des maires ruraux (AMRF) de ce département, ont pour préoccupation essentielle la rationalisation des postes et donc la fermeture des classes. « Je suis étonné que tous ces outils d'analyse ne soient pas plus utilisés que cela... Enseignants, parents, chercheurs, élus..., chacun agit de son côté sans vraiment se soucier de ce que fait et raconte l'autre. » Même s'il défend lui aussi les classes rurales de proximité, il reste néanmoins plus nuancé quant aux regroupements pédagogiques intercommunaux (RPI), souvent décriés. Quand, sur sa commune, l'Inspecteur académique lui annonce la fermeture de l'école, il saisit l'occasion pour mettre en œuvre le projet de construction d'une école avec une municipalité voisine. « Nous conservons cette image ancienne de l'école du village indispensable à la vie locale. L'intercommunalité peut aussi avoir du bon et il est possible d'imaginer d'autres fonctionnements. Il faut que chacun sorte aussi de sa chapelle. Je vois des enseignants qui ne supportent pas les remarques d'ordre pédagogique, des élus qui surveillent la manière dont est utilisé le budget, des parents avec leurs exigences propres... L'essentiel, c'est que tous puissent s'écouter pour créer une école ouverte sur son territoire. » Il faut, selon lui, distinguer les RPI qui contraignent les enfants à une heure de route quotidienne, des RPI plus proches des habitants qui permettent de construire des écoles mieux équipées et aux normes.

Des réformes coûteuses et

non concertées

Au-delà de la question de l'école, Vanik Berberian évoque l'avenir du monde rural, soumis à des réformes mises en œuvre sans méthodes et sans concertation comme la nouvelle carte judiciaire. « [Aucune analyse n'est ensuite faite pour calculer le bien-fondé de tous ces regroupements.](#) *Sous des prétextes d'économies, on met en œuvre des actions coûteuses. Les gens veulent de la proximité et on supprime actuellement les strates inférieures. Je ne suis pas convaincu que les territoires ruraux soient la préoccupation de Paris.* »

A propos des RPI, Pierre Couderc évoque des chiffres un peu anciens mais révélateurs de leurs coûts : [dans la Nièvre,](#) le transport quotidien de 628 élèves de 5 cantons coûtait au Conseil général 2,2 millions de francs dans les années 90. « **Comment mesurer aujourd'hui l'impact sur le plan financier et humain des fermetures d'écoles ?** Questionne Christian Fournier. [D'autant qu'en avril 2004, le gouvernement a supprimé l'obligation d'étude d'impact préalable aux fermetures.](#) »

Avec ou sans RPI, Vanik Berberian rappelle un élément essentiel de la réussite de l'école : la motivation de l'enseignant, certainement plus importante que l'équipement, et la recherche d'organisations adaptées à la réalité locale. [D'ailleurs, les classes multi-âges ne sont pas propres au monde rural, il en existe aussi en ville.](#) Ludovic Marchand cite celles de Montpellier ou de Paris qui fonctionnent bien. Il existe même des classes multi-âges dans le cadre de RPI. « *Il faut avant tout remettre l'enfant au centre des réflexions. Ce n'est pas acceptable que des élèves de 3 à 6 ans effectuent plus de 40 minutes de transport matin et soir* », ajoute-t-il.

Des écoles sur la défensive

[Un représentant de Cap à gauche](#) regrette que les enseignants, les parents et les élus ruraux, soient sans cesse obligés de justifier de la présence de l'école publique en milieu rural, alors que celle-ci a fait ses preuves depuis longtemps. Selon lui, les évolutions qui mettent l'école publique en péril, fragilisent plus largement la laïcité et les principes républicains dans les institutions. « *Nous sommes continuellement dans une posture de résistance et de justification. Nous sommes devenus des VRP qui doivent prouver que l'école publique doit continuer, qu'elle n'est pas si mal que cela. Or ce n'est pas suffisant face à une posture intransigeante et féroce. Il faut*

porter le combat à un autre niveau et restaurer les principes républicains fondamentaux au niveau des institutions. » [Bernard Defaix, porte-parole de la Convergence](#) des collectifs de défense et de développement des services **pense qu'il faut également inscrire les questions de l'école dans un débat plus large sur le maintien des services publics en milieu rural.** « *Il faut affirmer la nécessité de son existence. Il faut s'occuper du maintien de la qualité de l'offre éducative, comme de la qualité de l'ensemble des services publics, en s'appuyant sur une participation citoyenne, avec les professionnels concernés.* »

Autant de questions sociétales qui ne laissent pas indifférent [Jean-Yves Pineau, directeur du Collectif Ville-Campagne.](#) Celui-ci va même plus loin dans la réflexion. « *Après un siècle d'exode rural, les campagnes se repeuplent depuis les années 70. 100 000 personnes réinvestissent chaque année les territoires ruraux et pas seulement dans des résidences secondaires. 27 % des citoyens (environ 8 millions de personnes) qui vivent dans des villes de plus de 100 000 habitants désirent engager des démarches concrètes pour s'installer en milieu rural dans les cinq ans. Ces évolutions posent des questions de fond sur les ambitions que nous portons partout pour le monde rural et pour la République.* » Il en cite un certain nombre : qu'est-ce que la république laïque ? Que veut-on comme aménagement du territoire en France et en Europe pour l'avenir ? Face à des enjeux environnementaux, souhaitez-vous des espaces habités partout ? Que sont la ville et la campagne aujourd'hui ? Pourquoi les services publics sont-ils fermés alors que les campagnes se repeuplent ? Veut-on une école de contingence ou de citoyens ? Que signifie réussir ses études ?

L'article 89 en questions

Comment faire remonter à Paris toutes ces questions de fond ? Christian Fournier se pose la question, d'autant que les mots n'ont pas le même sens dans la capitale que sur le territoire. « *La proximité, vue de Paris, c'est transférer à 50 km des services que nous avons à 5 minutes. De même, on met derrière le terme de réforme, un véritable démantèlement des services. En faisant tout vite, on ne laisse plus le temps de la réflexion, c'est une forme de stratégie.* »

L'article 89 de la Loi de décentralisation du 13 août 2004 fait partie de ces réformes fortement contestées par les élus locaux. Christian Fournier explique que sont concernées par cet article toutes les communes et toutes les écoles privées (et

non plus uniquement celles qui étaient sous contrat d'association pour accueillir les « trop pleins » d'élèves des écoles publiques). Des municipalités qui n'arrivent pas à remplir leur propre école, seront soumises à cette même contrainte si elle se présente. « [Il faut payer pour tuer sa propre école.](#) » Il explique que des accords peuvent être signés entre communes et écoles privées pour contourner l'article, mais ces derniers ne feront pas force de loi.

[Reste à savoir pourquoi cet article suscite si peu de réactions. Pour certains, c'est tellement énorme que ça ne se fera pas.](#) Pour d'autres, il s'agit d'un manque d'information. Les lois pleuvent, même les élus locaux ne s'y retrouvent plus...

Des propositions

Comment avancer ? Comment faire reconnaître l'école rurale ? Voici quelques propositions des différents intervenants pour poursuivre les échanges au-delà de cette soirée :

◆ Renforcer la [formation](#) des professeurs des écoles sur une meilleure connaissance du monde rural et de ses écoles.

◆ Les aider à prendre du recul sur les écoles multi-âges en montrant [des enseignants « heureux » dans leurs fonctions.](#)

◆ Faire [appliquer la charte des services publics](#) et exiger que l'Etat honore la signature de ce texte.

◆ Mettre en œuvre de réelles coopérations avec les Inspecteurs d'académie pour éviter les concertations « chambres d'enregistrement » de décisions déjà prises.

◆ [Redonner du sens aux mots](#), associer les questions locales à des débats de société plus généraux.

◆ Placer les enfants au centre des réflexions.

◆ Refuser la fatalité.

◆ Changer en échangeant.

◆ Diffuser des expériences positives, raconter ce qui se passe sur les territoires.

Les petites phrases des Internautes...

La fuite des parents comme des enseignants vers des écoles plus conformes, vers le privé, cesse lorsque ce qui devient une nouvelle école démontre non seulement que l'on peut faire autrement mais que cet autrement est à la fois efficient, enthousiasmant, et a des effets dynamiques sur l'ensemble de la communauté.

Tous les enfants, urbains ou ruraux, passent l'essentiel de la construction de

leur personne dans l'école, plus encore que dans la famille. Cela devrait vous permettre de regarder le rôle de l'école d'une autre façon. C'est une chance car c'est la construction de la vision positive de la vie et non une vision pour certain de l'échec et de la culture de l'échec.

Aujourd'hui, il faut avoir X dents à tel âge, manger tel truc à tel âge, marcher APRES avoir rampé et pas l'inverse...

Que c'est bon des parents qui n'ont même pas peur que leurs enfants ne soient pas comme les autres !

Les apprentissages sont toujours individuels même s'ils ont besoin d'être socialisés, partagés, validés par les autres...

Les difficultés dont on parle ne sont que des difficultés rapportées au modèle tayloriste urbain. L'école urbaine a été déclinée en modèle (taylorisme scolaire) dont on connaît maintenant très bien les effets. La petite école multi-âges pose un problème car elle apporte une nouvelle représentation à construire et cette représentation intègre, entre autres, la vie.

Les RPI, pourquoi pas, mais dans la paix et négociés avec tous les partenaires.

La CGT enseignement privé en appelle à un travail commun avec les syndicats du public pour construire des perspectives autour d'un grand service public laïc unifié.

Les petites structures, classes multi ou pas, SONT favorables aux enfants, mais pas aux portes-monnaies des décideurs.

Quand on parle de 40 minutes de transport pour des petits bouts de 3 à 6 ans, il ne s'agit pas de confort mais de santé !

En "mégapoles", on se bat aussi pour garder nos écoles de quartiers.

Nous militons pour des unités éducatives qui recouvrent des territoires perceptibles par leurs acteurs et maîtres de leurs destins et de leurs orientations.

L'école de proximité est avant tout une communauté éducative ! Un lieu de vie.

Le débat ouvert par le Collectif pour la promotion et la défense de l'école publique de proximité le 29 janvier à Eymoutiers continue sur le web, en partenariat avec l'Adels ((Association pour la démocratie et l'éducation sociale et locale).

Voir l'intégralité du débat :

<http://www.activeprod.net/ecoleproximite>

télécharger la présentation écrite du débat :

<http://ecoledeproximite.lautre.net/29anv08.pdf>

Continuer le débat sur le blog de l'Adels :

<http://democratielocale.wordpress.com/2008/02/04/lecole-service-public-de-proximite>

Contact :



Collectif pour la promotion et la défense de l'école publique de proximité
<http://ecoledeproximite.lautre.net/> / 06 22 13 57 29 / ecoledeproximite@yahoo.fr

Avec le soutien à ce jour de :



1. « Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé, même s'il est important qu'il s'en approche, parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance. » Discours de Nicolas Sarkozy lors de sa visite à Rome le 20 décembre 2007.

2. L'article 89 de la loi de décentralisation du 13 août 2004 impose aux communes de financer la scolarité des élèves fréquentant des écoles privées en dehors de leur lieu de résidence.

3 OER : Pour en savoir plus : <http://www.grenoble.iufm.fr/rural/>

4. L'équipe de recherche de l'observatoire regroupe cinq IUFM, une université, deux laboratoires, cinq partenaires associés et un réseau de chercheurs européens.